

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées  
à  
Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir - BPE  
Pour présentation au CODERST**

INSTALLATIONS CLASSEES  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**Projet d'arrêté préfectoral complémentaire  
actant l'augmentation des volumes autorisés pour les rubriques 1511 et 4802**

**Société STEF TSA ORLEANS NORD (N° ICPE 12693)  
sur le territoire de la commune de Poupry**

Le préfet d'Eure-et-Loir a transmis à l'inspection des installations classées, par bordereau du 12 juillet 2016, une demande relative à l'augmentation des volumes autorisés pour les rubriques 1511 et 4802 pour la plate-forme logistique en cours de construction, autorisée par l'arrêté préfectoral du 24 février 2016, dont le pétitionnaire est la société STEF TSA RHÔNE-ALPES sur le territoire de la commune de Poupry.

Par lettre du 5 octobre 2016 la société STEF TSA ORLEANS NORD fait connaître qu'à la suite d'une réorganisation du groupe STEF elle devient l'exploitant de la plate-forme logistique ci-après nommée STEF par commodité.

## **1. PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT**

La société STEF construit et exploitera une plate-forme logistique composée de cinq cellules de stockage. Les produits stockés seront des produits finis industriels et alimentaires frais et secs à température dirigée (+12 à +16°C) ou à température ambiante.

La plate-forme logistique est située en zone d'activités interdépartementale d'Artenay-Poupry. Le site est délimité à l'ouest par l'autoroute A10, au nord par un projet logistique destiné au stockage de marchandise de grande consommation, hors produits alimentaires, autorisé par un arrêté préfectoral du 23 septembre 2016, et par la départementale 10, à l'est par un rond-point puis par la continuité de la zone d'activité et au sud par un terrain vacant puis une entreprise SEVESO seuil haut de stockage de produits de grande consommation et de produits industriels.

Aucune habitation n'a été identifiée par le pétitionnaire à proximité du site (environ 800 m).

Pour son activité, l'exploitant utilise notamment des fluides frigorigènes. Ces fluides frigorigènes permettent la réfrigération des cellules de stockage.

La société est autorisée par un arrêté préfectoral du 24 février 2016. Les installations sont soumises à autorisation pour les rubriques 1510 (entrepôt), 2662 et 2663 (stockages de polymères). Elles sont également soumises à enregistrement pour la rubrique 1511 (entrepôt frigorifique) et à déclaration pour les rubriques 2925 (atelier de charge d'accumulateurs) et 4802 (emploi de fluides frigorigènes).

## **2. OBJET DE LA DEMANDE PRESENTEE PAR LA SOCIETE STEF TSA RHÔNE-ALPES**

La société STEF est actuellement autorisée à utiliser 2 cellules pour le stockage en température dirigée. Dans le cadre d'un nouveau marché, elle a besoin d'utiliser les 5 cellules pour un stockage en température dirigée.

L'exploitant sollicite l'autorisation d'exploiter les 5 cellules en tant que cellule sous température dirigée et l'augmentation du tonnage de fluides frigorigènes autorisés. De plus, l'exploitant sollicite la modification de l'article 7.3.1.5, qui concerne la possibilité de recharger les batteries dans les cellules de stockage, pour une meilleure compréhension. L'exploitant a également transmis une déclaration de changement d'exploitant au profit de la société STEF TSA ORLEANS NORD.

Enfin, l'entrée en vigueur de l'arrêté du 17 août 2016 relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous la rubrique 1510, y compris ceux relevant également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, implique l'ajout d'une prescription sur l'interdiction de stockage en mezzanine de produits correspondant aux rubriques 2662 et 2663.

## **3. INSTRUCTION DE LA DEMANDE**

### **3.1 Référentiel réglementaire**

Le site étant soumis à autorisation, la modification demandée par la société STEF TSA RHÔNE-ALPES est à apprécier selon l'article R.512-33 du Code de l'environnement, à savoir si les modifications sollicitées ont un caractère substantiel ou non et si elles nécessitent le dépôt d'un nouveau dossier de demande d'autorisation.

### **3.2 Analyse des éléments apportés par le demandeur**

La société STEF a transmis un dossier de porter à connaissance au préfet conformément à l'article R.512-33 du code de l'environnement.

Le dossier comporte une modélisation des flux thermiques générées en cas d'incendie, mise à jour avec les nouvelles conditions d'exploitation. Cette modélisation a été réalisée avec le logiciel FLUMILOG conformément à l'arrêté ministériel du 17 août 2016 relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous la rubrique 1510, y compris ceux relevant également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. La modélisation montre que les flux thermiques calculés dans l'étude de dangers du dossier de demande d'autorisation initiale ne sont pas modifiés par la présente demande.

Avec l'augmentation du volume de fluide frigorigènes utilisés, il y aura la mise en place de nouvelles installations. Un impact au niveau du bruit pourrait en découler dans la limite autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 février 2016. Cependant, comme démontré dans l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation initiale, la proximité de l'autoroute A10 entraîne un niveau de bruit ambiant élevé. De plus, une mesure des niveaux sonores sera réalisée dans un délai de 6 mois après la mise en service des installations pour vérifier le respect des niveaux de bruits avec la réglementation.

L'article 7.3.1.5 stipule : « [...] La recharge des batteries est interdite hors des locaux de recharge à l'exception des cellules 1511 pour lesquelles, en l'absence de risques d'émission de gaz, et pour un stockage non automatisé, une zone de recharge peut être aménagée par cellule de stockage sous réserve d'être distante d'au moins 3 mètres de toute matière combustible. [...] ».

Pour une meilleure compréhension l'exploitant demande à ce que cette phrase soit modifiée comme suit : « [...] La recharge des batteries est interdite hors des locaux de recharge. En l'absence de risques liés à des émanations de gaz, et pour un stockage non automatisé, une zone de recharge peut être aménagée par cellule de stockage sous réserve d'être distante d'au moins 3 mètres de toute matière combustible. [...] ».

Cette formulation est celle indiquée dans l'arrêté ministériel du 17 août 2016 relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous la rubrique 1510, y compris ceux relevant également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

#### **4. CONCLUSIONS ET PROPOSITION**

Considérant :

- l'absence d'augmentation significative de l'impact de l'activité induite par la demande,

les modifications envisagées ne sont pas substantielles. Il est proposé de fixer le volume autorisée pour la rubrique 1511 à 341 550 m<sup>3</sup>, la possibilité d'utiliser les 5 cellules sous température dirigée, le tonnage d'emploi de fluides frigorigènes autorisé à 3 000 kg, la modification de l'article 7.3.1.5, l'ajout de l'interdiction de stockage en mezzanine de produits correspondants aux rubriques 2662 et 2663 et d'acter le changement d'exploitant par arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires.

Conformément à l'article R.512-31 du code de l'environnement, le projet d'arrêté préfectoral doit être préalablement soumis au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.